

La réponse au coup de force du 49.3, c'est un « non » encore plus déterminé aux 64 ans

Ce 16 mars, le recours au 49.3 est un échec politique pour Macron, Borne, la Première ministre et son gouvernement.

Une nouvelle fois l'exécutif utilise les moyens de la constitution antidémocratique pour faire passer cette réforme rejetée par des millions de manifestants soutenus par les larges masses ouvrières et populaires.

Si Macron a eu recours au 49.3, c'est certes parce qu'il a craint de ne pas avoir le vote d'un nombre suffisant de députés de droite, alors que ces derniers ont introduit de nombreux amendements, au point de pouvoir revendiguer cette réforme comme la « leur ».

Mais ces calculs politiciens ne doivent pas masquer que cet échec est avant tout le résultat des mois de mobilisations, de la force du puissant mouvement ouvrier et populaire, fait de grèves et de manifestations, qui ont mis dans la rue des millions de travailleurs, d'hommes et de femmes des milieux populaires, de l'unité des centrales syndicales et de l'intersyndicale autour du « non aux 64 ans ».

Le 15 mars, des centaines de milliers de manifestants l'ont encore crié, scandé, dans tout le pays, au cours de la huitième journée de manifestation, avec des grèves qui touchent des entreprises privées et des services publics, comme l'énergie (EDF, Engie, Enidis, GRFD...) le transport ferroviaire, le traitement des déchets... Dans ces secteurs, les concessions faites par le gouvernement à la droite, ont remis en cause les acquis liés aux régimes spéciaux, prolongeant de plusieurs années un travail très pénible.

Le refus de cette réforme ne s'arrête évidemment pas avec le coup de force de Macron et de Borne. La colère est montée de plusieurs crans et le rejet de la pseudo démocratie des institutions s'approfondit.

Les raisons pour lesquelles les ouvriers, les travailleurs, les femmes, les jeunes et les moins jeunes se mobilisent contre cette réforme sont encore plus fortes aujourd'hui.

Avec ce coup de force « légal », Macron se montre pour ce qu'il est : un président de combat au service des patrons, des riches, et des marchands de canons. Un président au service du système capitaliste. Cette réforme est taillée pour les grands actionnaires, les monopoles qui veulent capter les milliards pris sur les retraités, comme les milliards pris sur les chômeurs et ceux extraits de la surexploitation des travailleurs, en les faisant travailler plus longtemps, en rognant les salaires, en rabotant les moyens des services publics.

Nous appelons à poursuivre ce combat, dans l'unité et la détermination, en participant et en soutenant les grèves, en participant aux initiatives de solidarité, aux manifestations, rassemblements dans les villes et à la prochaine journée de grève et de manifestation, le 23 mars avec nos mots d'ordre :

De l'argent pour les salaires et les pensions, pas pour les actionnaires et pas pour la querre !

Capitalisme, broyeur de vies, deux ans de plus, c'est non!

Paris, 16 mars 2023

Parti Communiste des Ouvriers de France c/o La Forge, 15 Cité Popincourt 75011 Paris

www.pcof.net - pcof@pcof.net - Facebook.com/PartiCommunistedesOuvriersdeFrance/